

ROSE KARSNER CANNON
(1890-1968)



Rose Karsner, compagne du camarade J.P. Cannon, est morte le 7 mars à Los Angeles, à l'âge de 78 ans.

Née en Roumanie, elle fut amenée encore enfant aux Etats-Unis quand ses parents y émigrèrent. A l'âge de 18 ans elle adhéra au groupe de New York du Parti socialiste. Elle y connut notamment le leader du socialisme américain Eugène V. Debs. En 1909 elle devint secrétaire de la publication socialiste « The Masses ». Attirée par la Révolution d'Octobre, elle rejoignit, comme membre de l'aile gauche révolutionnaire du Parti socialiste, le nouveau Parti communiste des Etats-Unis. Elle participa en 1921 au Congrès d'unification des deux organisations, le Communist Party et le United Communist Party, congrès tenu dans la clandestinité en raison de la répression anticommuniste qui sévissait à l'époque.

Elle participa pendant des années à diverses activités appuyées par le Parti communiste, notamment des campagnes d'aide aux victimes de la famine en Russie, de défense des emprisonnés, notamment dans la fameuse affaire Sacco et Vanzetti.

En 1928, au retour de Cannon du 6^e Congrès de l'Internationale communiste, d'où il ramena clandestinement une copie de la Critique du programme de P.I.C. par Trotsky, elle fut des premiers membres du Parti communiste qui formèrent l'Opposition de gauche américaine, qui donna naissance d'abord à la Ligue communiste des Etats-Unis, puis ultérieurement au Socialist Workers Party. Elle participa aux nombreuses tâches du mouvement trotskyste, en particulier à ses éditions et à son administration. Elle poursuivit son activité de façon infatigable même lorsque l'âge diminua ses forces physiques. Depuis un an elle était atteinte d'un mal implacable.

En saluant la mémoire de Rose Karsner, la IV^e Internationale adresse au camarade James P. Cannon l'expression de ses condoléances les plus attristées.

Dans le mouvement syndical : On tire les leçons des luttes passées

Rien ne se passe sur le front social en France. Depuis Caen, et mises à part les manifestations de Redon, il n'y a pas eu de grands affrontements. Faut-il en déduire que le mécontentement, qui pourtant était fort important dès la rentrée de septembre 1967, a totalement disparu ? Ou bien faut-il conclure à un recul de la volonté de lutte des travailleurs ?

Non, certainement pas ; si rien ne se passe, c'est en très grande partie parce que les directions syndicales n'organisent rien. La seule perspective qui soit offerte actuellement par la direction de la CGT est de faire à nouveau pression sur les parlementaires dans le courant des semaines prochaines.

L'attitude scandaleusement immobiliste des directions syndicales a pu désamorcer partiellement les velléités de lutte de nombreux salariés. Mais alors que publiquement on ne voit pas surgir de manifestations de mécontentement, à l'intérieur des organisations syndicales il en va tout autrement. Un lent processus de décanation s'opère actuellement au cours duquel on tire les leçons des grèves et manifestations de l'année passée : on n'a rien obtenu par ce canal et les négociations sont parfaitement impossibles. Pour agir il faut l'unité, mais l'accord CGT-CFDT n'a pas permis depuis la rentrée un véritable redémarrage des luttes ; ce n'est pas l'unité d'action mais d'inaction, dit-on. Même des militants du PCF que l'on ne peut guère classer parmi les gauchistes se sont rangés du côté des éléments critiques.

Il serait tout à fait inutile de faire des pronostics sur la date probable d'une nouvelle grande manifestation ; 17 mai, ou autre chose, peu importe. Ce qui est important, c'est le difficile effort de réflexion de centaines, peut-être de milliers de militants syndicaux qui en France procèdent à une critique de ce qu'on

leur a fait faire et cherchent une issue à la situation sociale actuelle. Quelle que soit la date de la prochaine grande mobilisation, ce qui prendra un caractère essentiel c'est le fait que la marge de manœuvre des directions syndicales se sera réduite ; tôt ou tard, il leur faudra formuler autre chose que de vagues catalogues de revendications. De plus en plus apparaît la nécessité d'une réponse d'ensemble à la question sociale en France ; la dégradation du pouvoir d'achat et le chômage ne sont pas des phénomènes conjoncturels mais structurels et la position d'attente des bureaucrates est sans intérêt car les temps meilleurs ne viendront pas.

Une sourde agitation règne actuellement dans le mouvement syndical dont les militants les plus avancés cherchent des perspectives politiques. Faut-il voir dans le « prière d'insérer » que nous venons de recevoir, une illustration de cette analyse ? Nous reproduisons ci-dessous le texte de militants syndicalistes sur la déclaration commune PC-FGDS ; nous pouvons imaginer que s'ils ont gardé l'anonymat, il y avait quelques raisons liées à l'attitude des directions syndicales à l'égard des minorités critiques. Mais quels qu'ils soient, ces militants adoptent une attitude sans équivoque sur un point, limité certes, de la politique de la CGT.



A PROPOS DE LA DECLARATION COMMUNE
P.C.F.-F.G.D.S.

Les syndicalistes réunis autour du bulletin Le Militant ont analysé et discuté démocratiquement le contenu de l'accord passé entre le P.C.F. et la F.G.D.S. Ils ont pris connaissance de la prise de position de la Commission administrative de la C.G.T. en faveur du document issu des négociations entre les deux formations politiques. Bien que la grande majorité des syndicalistes du Militant soient membres de la C.G.T., ils n'estiment pas devoir reprendre à leur compte la déclaration faite par la C.A. de la C.G.T., et ce, pour les raisons suivantes :

- 1 Il n'y a pas d'accord entre les deux formations signataires sur la fixation d'un salaire plancher de 600 F par mois, la F.G.D.S. ayant assorti ce point de conditions qui ne l'engagent pas dans le cas où elle accéderait au pouvoir.
 - 2 Le retour à la semaine de 40 heures n'a pas été retenu sinon accompagné du mot progressif ; l'abaissement de l'âge de la retraite est accompagné du même qualificatif. Or l'élévation du nombre des chômeurs et les mises à la préretraite font que ces deux mesures doivent être adoptées immédiatement après l'avènement d'un gouvernement de « gauche ».
 - 3 Il n'y a pas d'accord entre les deux formations sur la question des nationalisations ; la F.G.D.S. entend créer un organisme pour « orienter » le secteur privé mais sans pour autant formuler des propositions permettant un contrôle des travailleurs sur la production ou interdisant aux capitalistes de se soustraire à un contrôle de l'Etat sur l'orientation de la production.
 - 4 Sur le plan des problèmes de la démocratie et des institutions, la F.G.D.S. s'en tient à un amendement de la Constitution gaulliste et aucune proposition allant dans le sens de l'élection à la proportionnelle d'une nouvelle Assemblée constituante n'est formulée.
 - 5 Sur le terrain de la politique extérieure, la F.G.D.S. met comme condition au désengagement à l'égard du Pacte de l'Atlantique, la construction d'une force militaire européenne. Cette proposition conduirait, si elle était réalisée, à la naissance d'un pacte militaire de plus et non à l'instauration d'une paix durable en Europe.
- Pour toutes ces raisons, les syndicalistes réunis autour du bulletin Le Militant estiment que l'accord n'apporte rien de constructif en correspondance avec les revendications de la C.G.T. et plus généralement de l'ensemble des travailleurs. C'est pourquoi, ils n'estiment pas devoir soutenir cet accord mais au contraire en souligner toutes les limites.

A nos éditions :

LE MOUVEMENT OUVRIER FACE AU GAULLISME

Document adopté par
le 19^e Congrès du P.C.I.

PRIX : 3 F

La permanence de notre journal se tient :

95, rue du Faubourg-Saint-Martin, PARIS-10^e

Tous les jours de 14 h 30 à 18 h

Tél. : 206-70-09

LUTTE DE CLASSE

OU BATAILLE DE CONFETTIS ?

Parce qu'en 1970 la population active de notre pays comprendra 25 % de jeunes de moins de 25 ans ; parce que la J.O.C. avait fait impression en réunissant 50.000 de ces jeunes au Parc des Princes pendant l'été 1966, la C.G.T. a annoncé à son 36^e Congrès, en juin 67, qu'elle organiserait cette année un « grand festival national des jeunes travailleurs ».

La préoccupation d'amener les jeunes qui arriveront en masse dans la production à s'organiser dans la C.G.T. est tout à fait légitime, mais les moyens envisagés pour y parvenir sont malheureusement à la mesure de ceux qui sont mis en œuvre dans l'organisation des luttes sociales. Il s'agit de préserver une influence majoritaire, de disposer, en gardant l'audience des jeunes générations, d'un moyen de pression sur les alliés souhaités (F.G.D.S. notamment) autant que sur la bourgeoisie, bien plus que de préparer réellement les jeunes à des combats à la mesure de l'exploitation qu'ils subissent.

C'est ainsi qu'au 36^e Congrès, Georges Seguy annonçait dans son discours de clôture que, pour rassembler les jeunes,

il allait falloir « adopter des conceptions, des méthodes qui sortent des sentiers battus ». Ce qui s'est traduit par la décision de faire d'une « grande cavalcade avec défilés de chars symbolisant les revendications de la jeunesse » le clou des trois journées du festival des 17, 18, 19 mai prochains. Les articles publiés dans la presse de la C.G.T. ont également annoncé la participation de chars du carnaval et des batailles de confettis.

Est-ce bien ainsi qu'aurait procédé une organisation soucieuse de préparer les grandes luttes de la jeunesse travailleuse ? Que penseront d'une telle « forme d'action » ces jeunes dont la condition est décrite dans les documents de préparation aux rencontres-débats ? Que diront les délégués à la Conférence Nationale du 17, s'il n'y en a que 700 (jeunes, représentant réellement la base, mais également délégués adultes des syndicats) à pouvoir s'y exprimer ?

A certains niveaux de la préparation du festival, des militants ont protesté contre l'aspect « folklorique » donné au défilé.

C'est une raison supplémentaire pour nous de penser que tous ceux qui militent activement pour un véritable syndicalisme de lutte de classe, pour une orientation révolutionnaire du mouvement ouvrier politique et syndical ne doivent pas se désintéresser de cette manifestation, simplement parce qu'au départ, la direction de la C.G.T. veut la maintenir dans de prudentes limites.

Dans la lutte contre l'agression de l'impérialisme américain au Vietnam, la jeunesse, étudiante surtout, a su en quelques années sortir complètement des sages limites que les directions réformistes souhaitaient lui imposer. Le jour viendra où les jeunes travailleurs retrouveront eux aussi la voie de la lutte révolutionnaire contre leurs exploités.

Le document de préparation à la rencontre-débat sur « Le droit des jeunes dans le travail et dans la vie » et celui sur « L'emploi et la formation professionnelle » signalent qu'ils sont :

- 600.000 de moins de 18 ans à gagner moins de 300 F par mois,

— que 25 % d'entre eux travaillent de 46 à 50 heures par semaine et 22 % plus de 50 heures,

— que sur les 700.000 à 800.000 jeunes travailleurs de moins de 24 ans éloignés de leur famille, seulement 5.000 trouvent une place dans un foyer de jeunes,

— qu'en un an, le chômage des jeunes de 18 à 24 ans a augmenté de 64 %,

— qu'à la rentrée 1967, on a pu chiffrer en moyenne à 35 % des candidats inscrits le pourcentage des élèves refusés en première année de collège d'enseignement technique (dans lesquels, de plus, la répartition des métiers envisagés correspond mal aux débouchés).

Pour tous ceux-là, il ne s'agit pas de se défouler une fois de temps en temps dans un festival et d'avoir sa carte syndicale en poche en attendant un avenir meilleur, il s'agit de se donner réellement les moyens d'en sortir, autrement dit de faire en sorte que le syndicat soit un véritable instrument de lutte.